

BRUNET, Michel, *La présence anglaise et les Canadiens*.
Montréal, Beauchemin, 1958. 293 p.

Benoît Lacroix, o.p.

Volume 12, numéro 3, décembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301924ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301924ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lacroix, B. (1958). Compte rendu de [BRUNET, Michel, *La présence anglaise et les Canadiens*. Montréal, Beauchemin, 1958. 293 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 12(3), 428–434. <https://doi.org/10.7202/301924ar>

LIVRES ET REVUES

BRUNET, Michel, *La présence anglaise et les Canadiens*. Montréal, Beauchemin, 1958. 293 p.

Prolifique, loquace, savoureux, irritant quelquefois, souvent amusant, jamais indifférent, toujours donnant la chasse à quelques idées anciennes ou modernes, Monsieur Michel Brunet se présente à nous comme un historien des faits et comme un historien des idées. Ses textes font souvent appel à la sociologie, à la psychologie, à la philosophie politique, voire à la théologie de l'histoire. Il écrit parce que « les défis de l'heure présente exigent de nouvelles réponses » (p. 12). Les Canadiens français ont « à reviser leur nationalisme » (p. 287). « L'heure est venue... de se libérer du verbalisme et des préoccupations exclusivement culturelles et folkloriques de l'époque romantique » (p. 220). Il faut s'habituer « à regarder la réalité en face » (p. 288), « redéfinir les positions exactes des Canadiens français comme membres de l'union canadienne et comme groupe majoritaire dans le Québec » (p. 219). Or, « il appartient aux historiens de la nation canadienne-française de s'acquitter de leurs responsabilités... L'historien qui hésiterait à exposer franchement les conclusions de ses recherches manifesterait peu de courage intellectuel et manquerait de confiance envers ses compatriotes » (p. 118).

Conscient de son courage et avec une ardeur qui ne doute jamais d'elle-même, M. B. s'est mis aussitôt au travail. Il écrit, il enseigne, il donne des conférences. L'homme d'action se double chez lui d'un écrivain aux idées claires. Personne ne peut dire: je ne comprends pas. Nous reviendrons sur son style.

Suite de *Canadiens et Canadiens* (1954), *La présence anglaise et les Canadiens* porte le même sous-titre, définit les mêmes thèmes. Ce sont des essais d'histoire coloniale, « études sur

l'histoire et la pensée des deux Canadas ». Plusieurs ont déjà été publiés ; quatre inédits en plus. Et dès le début, un hommage fraternel, non équivoque, est rendu au professeur Maurice Séguin qui a initié l'auteur « à la nouvelle interprétation de l'histoire des deux Canadas » (p. 10). M. Brunet est si convaincu de l'importance des points de vue de son jeune collègue qu'il nous met en garde de vouloir « comprendre l'histoire du Canada anglais et du Canada français sans tenir compte des recherches et de l'enseignement du professeur Séguin » (p. 125, n. 16). Retenons cet exemple de fraternité intellectuelle comme une preuve de probité scientifique.

Comment résumer le dernier ouvrage de Monsieur Brunet ? Est-ce même possible ? Tout ce qu'il y a d'injuste à vouloir réduire un livre en deux, trois pages, nous le savons tous. Revenons plutôt à la thèse essentielle, encourageons notre lecteur à revenir au texte afin de compléter ce qui suit. La thèse ou l'idée centrale — les lecteurs et les élèves de Monsieur Brunet la connaissent déjà — pourrait se résumer comme suit : il y a eu le Canada français et il y aura un Canada anglais. Point de division, fatalité tragique : 1760. Au lieu d'un seul Canada, français, majoritaire et maître chez lui comme il avait été prévu ; il y aura un autre Canada, plus riche, pragmatiste, maître partout et donc maître chez-nous : c'est le Canada anglais. *Two solitudes for ever !* Ne parlons plus d'unité nationale. Une union tout au plus reste possible, à condition que les Canadiens français s'affirment. L'époque décisive a été celle de la génération après la conquête (cf. p. 149, n. 47). « La faiblesse fondamentale de la pensée canadienne-française vient de l'incapacité ou du refus de comprendre le sens véritable de la conquête » (p. 117). Même en 1760, l'affaire était pratiquement mal engagée : « Les Canadiens et la France avaient soutenu un défi qui avait duré deux générations de trop » (p. 36). Et depuis ? N'en parlons pas. Nous sommes marqués, nous sommes « une nation démolie et asservie » (p. 116), une « société dont le développement historique n'a pas été normal » (p. 114). La survivance collective des Canadiens français ne serait pas un fait sociologiquement normal (cf. p. 192). Nous souffrons tous ensemble d'un « profond désé-

quilibre dont est victime une société en servitude qui a perdu la maîtrise de ses destinées » (p. 116).

Déjà, il y a de quoi remuer n'importe quel Canadien et *Canadian*. Ajoutons que rien de ce que dit M. B. n'est ennuyeux. Son style est alerte, oral, *oratoire* serait le mot juste. Hérodote devient très vite Cicéron. Parfois on se croirait en pleine tragédie. M.B. mène les textes, les faits, prépare la citation qui trouble la conscience bourgeoise, invite à l'interrogation, au scandale. D'un style « toute douceur » et volontairement complaisant, il a le don en un coup de plume de passer au style direct de l'invective. De la flûte au tambour, à peine une ou deux mesures. Relisez les pages 238ss. Il adore les idées-types qui font choc. Comme l'orateur marxiste. Il vous parlera de notre agriculturisme, de notre messianisme, d'anti-étatisme, de vertuisme, d'ouvriérisme. Autant de *mythes collectifs* qu'il faut identifier, étiqueter par des noms, des faits et des textes, pour les mieux assassiner. Un bon chasseur ne tire pas au hasard. Monsieur Brunet connaît son gibier. L'atteint-il toujours ? C'est une autre question.

* * *

L'auteur de *La Présence anglaise et les Canadiens* s'attend à des réactions. Nous lui proposons les nôtres tout en espérant que le lecteur de cette revue ne prendra pas nos remarques pour des définitions. Même, qu'arrivant du lointain moyen âge il peut se faire que nous ayons mal compris . . .

Une première remarque tient à la méthode même qu'emploie un écrivain qui se dit historien des faits, historien des idées et qui écrit en sociologue. En principe, l'historien raconte, démontre à mesure la vérité des faits qu'il affirme, explique ensuite; il tient surtout compte de la chronologie, de la géographie sans lesquelles il n'est pas d'historiographie possible. Le sociologue peut travailler sur la même matière que l'historien; mais il s'y prend d'une autre façon. L'étude des comportements, des institutions, etc. devient comme le *formel* de ses recherches.

Monsieur Brunet nous donne l'impression de vouloir tout faire à la fois. En conséquence, confusion des objets et de la

méthode. Le collectif, l'individuel, le texte de 1780, celui de 1958, la citation d'évêque, l'article de revue, tout arrive ensemble et paraît avoir la même importance. Des hypothèses de travail deviennent des certitudes. Les conclusions écrasent les faits. Bien certain, nous n'avons pas objection à ce qu'il fasse de la sociologie ou de l'histoire; mais, s'il vous plaît, pas les deux à la fois. Surtout nous voudrions savoir quand et où se fait le passage d'une discipline à l'autre. Il n'est pas le seul d'ailleurs à procéder ainsi. Une bonne partie de notre littérature sociologique souffre d'historicisme comme une bonne partie de notre littérature historique est hantée par les hypothèses de la sociologie actuelle. Peut-être faudrait-il un jour en arriver à fixer nos frontières, accepter nos limites respectives, fraterniser, mais pas à sa façon.

Nous avons un cas de confusion dangereuse des objets et des méthodes dans la manière dont notre confrère expédie ce qui serait une de nos plus grandes hérésies nationales, le *messianisme*. Oui, il existe des textes, des faits. Plusieurs même. M.B. les connaît. Mais où est l'étude, la monographie définitive sur ce sujet capital dans la vie d'un peuple où le *religieux* a tellement d'importance? La théologie de la conquête n'a pas été étudiée à fond. Dommage. Mais pourquoi la condamner si durement? De plus, il est possible que ce *messianisme* n'ait influencé qu'une minorité de gens. Et même s'il avait influencé une majorité, il est délicat de vouloir adresser aux générations qui y ont cru le même reproche qu'on adresserait à ceux qui voudraient en abuser aujourd'hui. De toute façon, et puisque M. Brunet se dit historien, il nous semble qu'un plus grand respect de la chronologie l'aiderait à nuancer davantage sa pensée. D'ailleurs, lui-même sait ce que nous voulons dire: « Avant d'écrire l'histoire des idées, les chercheurs doivent établir les faits historiques eux-mêmes et évaluer exactement leur portée » (p. 112). Que conclure? Peut-être est-ce le danger qui nous menace tous un jour ou l'autre de vouloir écrire l'histoire avant qu'elle arrive, ou surtout d'écrire l'histoire des idées avant de connaître celle des faits, qui est plus laborieuse, plus ingrate.

Autre point. Monsieur Brunet parle d'agriculturisme, d'anti-étatisme et autres idées du genre. Veut-il reprocher aux anciennes générations d'avoir eu un certain idéal ? ou même des illusions ? Ces *mythes* ont-ils été si destructeurs ? L'avertissement de notre confrère est peut-être nécessaire aujourd'hui, mais pourquoi toujours accuser nos ancêtres ? L'auteur nous donne l'impression qu'il est possible de vivre et de survivre sans avoir un certain idéal. Nous ne croyons pas que les peuples, comme les individus d'ailleurs, puissent vivre sans chercher à prévoir leurs raisons d'être et sans rêver un peu à des missions qui quelquefois dépassent les réalités immédiates. Un peuple jeune surtout a besoin de se rassurer. Je ne vois rien de honteux ni d'avilissant à croire que Dieu ait voulu les Canadiens, et les *Canadians* aussi, pour certaines raisons. Chaque génération trouve les siennes. L'important est d'en avoir. Les raisons économiques, politiques ne me satisfont pas telles quelles. D'ailleurs, les écrits de Spengler, de Toynbee et de Dawson nous apprennent qu'il faut savoir respecter l'idéalisme des peuples si l'on veut ensuite leur demander d'être réalistes. En définitive, la réaction de notre collègue était peut-être nécessaire en un sens ; elle reste, cependant, beaucoup trop radicale. Même, le *1760-isme*, le provincialisme, le *québecisme* seront-ils plus efficaces que le messianisme, l'agriculturisme, etc. ?

Précisons que l'idée de tout expliquer par un moment historique, loin d'être nouvelle, a été la tentation des anciens romains au temps de 410 ; elle fut celle des royalistes français depuis 1789. Le danger est de perdre le sens de la continuité historique. Qu'on le veuille ou non, l'histoire marche toujours dans le sens du neuf, de l'avenir, de l'imprévu. A tout expliquer par un ou deux faits passés, on risque de rester prisonniers de ses propres théories. Il est rare qu'une même clef puisse servir toutes les serrures.

Le résultat est qu'on en arrive au déterminisme historique, comme à nier toute liberté et perdre ainsi de vue le sens du mystère de l'histoire. M. Brunet mesure-t-il tout l'implicite de certaines de ses phrases (nous soulignons à regret) : ... « conséquence *inéluçtable* de la conquête » (p. 85) ... « La nation cana-

dienne-française fait face à une échéance qu'elle *n'a pas la liberté* de reculer. Continuera-t-elle à subir presque sans réagir les *tragiques déterminismes* de son histoire depuis la Confédération ? » (p. 166). — En somme, si je comprends bien, notre avenir est au passé. Les morts nous mènent. Nous avons été assassinés par nos aïeux. O Canada !

Bien sûr, notre confrère a raison de mettre l'accent sur la conquête anglaise. Mais il y a une marge entre accepter 1760 comme un simple incident et en faire une pure fatalité : toute une marge que M.B. franchit un peu vite, n'est-ce pas ?

D'ailleurs à le prendre à la lettre, avec toutes ces illusions collectives qui ont souillé l'esprit de nos ancêtres, il y a longtemps que nous aurions dû disparaître. J'estime que notre peuple est formidablement équilibré pour avoir réussi à survivre malgré toute cette intoxication.

Heureusement, M. Brunet se contredit. C'est dans un de ses quatre textes inédits. Au moment où il raconte l'épopée de la défaite, toujours à écrire, voici qu'il trouve la cause qui explique que nous existions malgré tout, et aussi la précision qui diminue les risques de ses autres affirmations : « Le facteur essentiel qui a déjoué et déjouera toujours les calculs des théoriciens et idéologues qui prennent leurs désirs pour des réalités » est « le vouloir vivre collectif de la masse canadienne-française » (p. 209). C'est exact. Bravo !

A d'autres de vérifier s'il existait déjà en 1760 une société canadienne-française bien structurée ; si l'agriculturisme a été une *école de pensée* (cf. p. 119) ; aux politiques de discuter si les Canadiens doivent faire confiance au groupe du Québec, confier leur avenir à l'État provincial (cf. p. 207), si « la présence d'un Canadien français à la tête du parti fédéral fausse totalement l'équilibre politique des Canadiens » (p. 281), etc. Nous en avons dit assez pour indiquer au lecteur qu'il s'agit ici d'un livre à lire et à discuter.

* * *

Rappelons qu'il sera toujours plus facile de critiquer un livre que de l'écrire, comme il est déjà plus facile de trahir un

texte que de le résumer. Surtout, n'allons pas oublier les mérites d'un homme d'action qui s'est donné à la mission d'éveiller les consciences, fût-ce au risque de les troubler. M.B. a le sens aigu de la crise actuelle; il préfère la révolte ouverte à des passivités trop angéliques. Il en veut aux formules qui ont fait vivre les anciens (c'est *notre* point de vue) mais qui pourraient nous endormir (c'est *son* point de vue). Il a raison de réagir, il a raison de nous rappeler l'inutilité de certaines légendes qui ont pu encourager nos pères mais qui pourraient nous conduire à zéro. Que le temps soit venu de distinguer religion et langue, union et unité, Canada d'aujourd'hui et Canada d'autrefois, tout cela est valable. M. Brunet est en droit de signaler les dangers très actuels qui menacent notre conscience collective. J'indiquerais en passant et plus fortement encore qu'il le fait, celui qui est actuellement le plus malheureux: le divorce qui existe entre nos intellectuels et la masse du peuple (cf. p. 266). Il aurait pu insister davantage sur les pouvoirs de réaction des minorités menacées (« the creative power of minorities » — Toynbee), condamner plus durement notre attitude ingrate, défiante et souvent scandaleuse à l'égard des émigrés et des déportés. Notre auteur a rappelé à juste titre l'attitude plus réaliste des *Canadians* à ce sujet (cf. p. 186). — Enfin, terminons en transcrivant l'appel optimiste qui fera peut-être oublier les réticences de ce compte rendu: « Une minorité nationale ne peut sortir de son état d'infériorité que dans la mesure où elle conserve un minimum de liberté d'action collective coordonnée, constante et dynamique » (p. 202).

*Institut d'Études médiévales,
Université de Montréal.*

BENOÎT LACROIX, o.p.